

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26 000 Valence

Valence, le 06/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société COVED (SYPROVAL)

Avenue des éoliennes - Le Razas
26 780 Malataverne

Références : 20250506-RAP-DAEN0602

Code AIOT : 0000000039

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2025 dans l'établissement exploité par la société COVED, implanté Avenue des éoliennes Le Razas 26 780 Malataverne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a eu l'occasion d'échanger il y a quelques jours avec une personne qui lui a fait part d'odeurs perçues au rond-point situé au Nord de l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la société SUEZ RV Centre Est à DONZERE.

L'inspection recherche les sources possibles d'émissions olfactives dans ce secteur, parmi lesquelles figure le site exploité par la société COVED (SYPROVAL) à Malataverne. **Il convient de souligner que ce site n'est pas le seul à être susceptible d'émettre des odeurs dans ce secteur.**

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société COVED (SYPROVAL)
- Avenue des éoliennes Le Razas 26 780 Malataverne
- Code AIOT : 0000000039

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site se compose essentiellement de broyeurs et d'installations de tri permettent de séparer les différentes fractions valorisables (métaux, bois, gravats, déchets ayant un PCI intéressant tels que les plastiques...), des refus qui sont destinés à un stockage en installation de stockage de déchets non dangereux, après réduction de leur teneur en eau.

Outre les émissions de poussières qu'il convient de maîtriser (mise en aspiration des bâtiments, passage de l'air par un filtre à manches), la présence de matières organiques peut être à l'origine d'émissions olfactives : L'exploitant a mis en place un dispositif de filtration (biofiltres) dont les performances semblaient satisfaisantes lors de la visite de ce site effectuée le 16 février 2024.

Lors de cette visite inopinée du 6 mai 2025, un mistral soutenu soufflait et des odeurs relativement modérées ont été perçues par l'inspection à l'extérieur du site, au Sud.

Thème de l'inspection : Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Nuisances olfactives	Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 1.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le non-respect d'un engagement de l'exploitant figurant dans son dossier de demande d'autorisation environnementale (chargement des camions de déchets portes fermées) est susceptible d'être à l'origine d'émissions olfactives pouvant incommoder le voisinage. Il convient donc de supprimer cet écart dans les meilleurs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nuisances olfactives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2021, article 1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions d'odeurs
Prescription contrôlée : Article 1.3.1. Conformité Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation environnementale sus-visé. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.
Constats : L'inspection entre dans le site aux environs de 9H15. Un mistral soutenu souffle et des odeurs ont été perçues par l'inspection à l'extérieur du site, au Sud ; elles sont relativement modérées.

L'inspection rencontre madame Richardson, Manager QSE du site et lui fait part de son souhait de procéder à une visite rapide du site centrée sur les sources d'émissions olfactives, en particulier celles liées aux refus de tri contenant des matières organiques stockées dans le bâtiment de bioséchage.

Madame Richardson se rend avec l'inspection dans ce bâtiment, des odeurs sont perçues à l'intérieur, mais elles ne sont pas intenses.

L'inspection constate la présence d'un camion avec une remorque FMA (fond mouvant alternatif) qui est entré à l'intérieur du bâtiment pour être chargé de refus de tri ayant séché et devant être transportés dans l'installation de stockage de déchets non dangereux située sur le territoire de la commune des Granges Gontardes, peu éloignée du site.

L'opération de chargement n'est pas commencée, l'inspection constate que la porte du bâtiment de bioséchage côté Sud n'est pas fermée, il interroge l'exploitant qui lui répond que la longueur du camion et de sa remorque font que la porte ne peut pas être fermée.

De ce fait, le chargement du camion sera susceptible d'être à l'origine d'émissions olfactives pour le voisinage. Or, l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation du site du 10 décembre 2021 rappelé ci-dessus n'est pas respecté si le chargement de déchets se fait avec une porte non fermée, car le dossier de demande d'autorisation environnementale précise page 20 de son volet intitulé « PJ n°57/58/59 - Meilleures Techniques Disponibles (MTD) », paragraphe III - Gestion des odeurs :

« La maîtrise des impacts olfactifs passera par les mesures suivantes qui seront mises en œuvre sur le site :

- Confinement et traitement d'air de l'ensemble des bâtiments.
- **Dépotage et chargement des camions de déchets portes fermées.**
- Traitement d'air pour les OMr : dépoussiérage humide, lavage acide et biofiltration,
- Traitement d'air pour les encombrants/DAE : dépoussiérage,... »

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les dispositions doivent être prises pour que le dépotage et le chargement des camions de déchets soit réalisé dans un bâtiment, portes fermées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois